

numéro

2174

2175

courrier

hebdomadaire

Grèves et conflictualité sociale en 2012

II. Secteur public et questions européennes

Iannis Gracos

CRISP

2013

TABLE DES MATIÈRES

9. LA CONFLICTUALITÉ SOCIALE DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN : LA SNCB ET LA STIB	7
9.1. La SNCB	8
9.1.1. La restructuration du groupe	8
9.1.2. Légitimité des grèves sauvages et des grèves spontanées	13
9.2. La STIB	15
9.3. Conclusion	18
10. LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'EMPLOI AU CŒUR DES CONFLITS SOCIAUX CHEZ BPOST	20
10.1. La modernisation de l'entreprise : de La Poste à bpost	21
10.1.1. Géoroute	23
10.1.2. Des facteurs statutaires aux facteurs auxiliaires	25
10.2. Les conflits de 2012	27
10.2.1. Les conflits de mai à juin	27
10.2.2. Les conflits de l'automne	28
10.2.3. L'accord de décembre	30
10.3. Conclusion	31
11. LA CONFLICTUALITÉ SOCIALE DANS LE MONDE DE LA JUSTICE	33
11.1. Prisons : entre actions isolées et mouvement général	34
11.1.1. Sécurité	34
11.1.2. Surpopulation carcérale	35
11.1.3. Une situation emblématique : les transferts multiples de F. Bamouhammad	36
11.1.4. Décisions du gouvernement et position de la ministre de la Justice	37
11.1.5. Au-delà des agents pénitentiaires	38
11.1.6. Débats de société	39
11.1.7. Actions tous azimuts, unité d'action limitée	41
11.2. Avocats : un recours exceptionnel à la grève	42
11.2.1. Surcroît de travail, moindre rémunération	42
11.2.2. Premiers préavis de grève	43
11.2.3. Réactions du gouvernement	44
11.2.4. Reprise et extension du mouvement	45
11.3. Conclusion	47
12. LA GRÈVE EUROPÉENNE DU 14 NOVEMBRE 2012	49
12.1. Le registre d'action de l'euro-syndicalisme	49
12.2. Aperçu historique des euro-mobilisations de la CES	50
12.2.1. 1978-1983	50
12.2.2. 1996-1997	51
12.2.3. 2000-2003	51
12.2.4. 2005-2006	52
12.2.5. 2010-2012	52

12.3. Les euro-actions syndicales en 2012 en Belgique	52
12.4. Le 14N en Europe : la fracture Nord-Sud	53
12.4.1. Grève générale au Sud	54
12.4.2. Manifestations massives en France et à l'Est	54
12.4.3. Actions et messages de solidarité en Allemagne et en Europe du Nord	55
12.5. Le 14N en Belgique : le rejet de l'austérité tous azimuts	55
13. LE REJET PAR DES PARLEMENTS NATIONAUX DE LA PROPOSITION DE RÈGLEMENT « MONTI II » SUR LE DROIT DE MENER UNE ACTION COLLECTIVE	58
13.1. Genèse de la proposition de règlement	59
13.2. La proposition de règlement « Monti II »	60
13.3. Le carton jaune belge	61
13.4. Les autres cartons jaunes	62
13.5. Conclusion	63
14. LA DÉCISION DU COMITÉ EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX SUR LES REQUÊTES UNILATÉRALES CONTRE L'EXERCICE DU DROIT À L'ACTION COLLECTIVE	65
14.1. Rétroactes	65
14.2. La réclamation collective n° 59/2009	67
14.3. Les réactions à la réclamation collective	68
14.4. La décision du Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe	69
14.4.1. La grève et l'action collective	70
14.4.2. Caractère pacifique ou violent	71
14.4.3. Équité procédurale	72
14.5. La réception de la décision	73
CONCLUSION	76
ANNEXE : LES JOURS DE GRÈVE EN 2011-2012	82